BR.B 9528

BIBLIOTHÈQUE DOCUMENTAIRE

V. LOQUIER

# ETUDES SOCIALES

Prix : 0 fr. 30

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

1922

Coopérative

LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

*96, Quai Jemmapes, 96*

PARIS (Xe)

# ETUDES SOCIALES

« Les hommes naissent libres et égaux en droits ».

Cette partie de la Déclaration des Droits de l'Homme, rappelée par l'avocat Najean avec l'intention d'opposer la « belle France » à « l'horrible Russie », va plutôt à l'encontre du but visé par Me Najean.

Les bourgeois de 89 ont émis de belles idées, établi de beaux principes, et puis ils ont maintenu les institutions sociales, économiques qui s'opposent formellement à la réalisation desdits principes et idées.

C'est absurde parce que des droits qui ne peuvent s'exercer sont, quoiqu'affichés, annulés en fait, donc inexistants.

Dire à un ouvrier qu'il a le droit de posséder une villa, une auto, d'aller passer la saison estivale au bord de la mer, etc., etc., c'est parler pour ne rien dire, c'est ridicule.

C'est ridicule parce que chacun sait que, vu le salaire de l'ouvrier, il lui est impossible de posséder les choses et agréments susvisés.

Cependant nous faisons nôtre la formule : « les hommes naissent libres et égaux en droits ». C'est une vérité simple, élémentaire, qui ne souffre aucune contestation.

Mais ce qui nous différencie des bourgeois dits républicains, c'est que, tandis qu'ils voudraient nous laisser le Verbe, pour conserver la Chair, nous, nous voulons démolir les institutions qui s'opposent à ce que : les hommes, naissant libres et égaux en droits, n'y restent pas.

Car il est bien évident que si, naître est une chose, se développer et vivre, en est une autre.

Nous voulons que les hommes et aussi les femmes, vivent libres et égaux en droits.

Voulant cela, le simple bon sens nous amène à vouloir créer les milieux nécessaires à sa réalisation.

*
* *

Les petits, les petites viennent au monde tout nus. Mais tandis que les uns trouvent dans leur berceau des fortunes plus ou moins élevées, les autres ne trouvent rien, sinon la misère et des dettes.

Tandis que les premiers vont avoir tout le nécessaire : air, lumière, bon lait, bons soins, les autres manqueront de bien des choses, à tel point qu'une récente statistique, donnée par le *Matin*, accuse une mortalité enfantine de 50 0/0. Je n'ai pas besoin de détails pour vous faire comprendre que le pourcentage dans les quartiers pauvres, dans les « Maisons qui tuent », est extrêmement plus élevé que dans les riches quartiers, dans les « Maisons de soleil ».

Voilà le début de l'inégalité sociale et économique. Plus tard, l'enfant riche ira au collège, au lycée, enrichir son esprit de sciences, d'art, de littérature. Il voyagera et ainsi acquerra une culture intellectuelle supérieure.

L'enfant pauvre devra se contenter du tout petit peu que lui a appris la primaire. Il entrera en usine, au chantier, au magasin, au bureau, ses muscles travailleront trop, son cerveau pas.

C'est donc, en premier lieu, *l'héritage*, qui s'oppose, en fait, à la possibilité de l'exercice de l'égalité des droits. Tant qu'il y aura des héritiers et des déshérités, il sera vain de parler d'égalité en droits.

Mais, objectent les défenseurs de l'héritage, n'est-il pas naturel, juste, que celui qui possède lègue ce qu'il a à ses enfants ?

Que ce soit naturel, c'est évident, puisque rien ne peut s'accomplir en dehors de la nature. Je dirai encore que c'est humain. Mais dire que cela est juste, c'est une erreur, pareille à celle qui naguère admettait comme juste le droit d'aînesse.

La justice veut que *tous* les enfants trouvent dès leur naissance des moyens identiques de développement et de vie. L'héritage est donc une chose profondément injuste et qui découle d'une autre : *la propriété des choses nécessaires à la vie de tous.*

Ce fut une des erreurs de la grande révolution française de proclamer *qu'en politique*, les hommes étaient libres et égaux et de maintenir le droit de propriété pour quelques-uns sur les choses qui servent, qui sont indispensables à tous, pour vivre.

D'où cette contradiction : politiquement les hommes sont libres, économiquement ils sont esclaves ; ceux qui ne possèdent rien, de ceux qui possèdent !

Et même politiquement il est facile de se rendre compte que la liberté des travailleurs et des artisans et commerçants est plus apparente que réelle.

Ils sont nombreux les militants qui furent et sont chassés de leur gagne-pain à cause de leurs opinions.

Ils sont nombreux les petits artisans qui ne sont plus que les vassaux des grands entrepreneurs, des grandes firmes.

Et je ne fais que mentionner le cas de nos camarades en prison depuis sept mois ; les uns pour complot, les autres pour délit d'opinions.

Non, la liberté, l'égalité politique ne sauraient exister en même temps que la propriété qui n'est pas le fruit du travail du possédant.

Nous avons vu que les hommes et les femmes, naissant libres et égaux en droits, ne le pouvaient rester du fait de l'appropriation, par quelques-uns, des moyens d'existence de tous.

Placés entre les « immortels principes » de 89-93 et leurs intérêts et avantages immédiats, les bourgeois, les possesseurs, n'hésitent pas ; ils piétinent les principes pour sauver la propriété.

Cependant, comme celle-ci est attaquée de toutes parts, ses jouisseurs et défenseurs essaient de l'étayer sur des principes qui semblent logiques et normaux a priori.

« La propriété est le fruit légitime du travail et de l'intelligence. »

Voilà, en général, ce que répondent aux communistes les partisans de la propriété.

S'il en était ainsi, tous nos camarades, les travailleurs, seraient riches, et les oisifs seraient dans l'indigence. Or, c'est le contraire qui existe : ceux qui produisent tout ne possèdent rien ; ceux qui ne produisent rien possèdent tout !...

L'héritage, qui est la négation de l'égalité des droits, est aussi la négation de la propriété en tant que fruit légitime du travail du possédant.

Que l'on dise q 'il est humain que celui qui possède quelque chose le laisse à ses enfants, c'est admissible ; ce qui ne l'est pas, ce qui est contradictoire, c'est le maintien de l'héritage d'une part et d'autre part l'affirmation que la propriété est le fruit du travail du possesseur.

Mais en dehors de l'héritage, n'y a-t-il pas de cas où la propriété est bien le résultat des efforts personnels du propriétaire ?

Si, nous avons vu des travailleurs jouissant d'une bonne santé ainsi que leurs compagnes, n'ayant pas charges de famille et se privant des agréments de la vie morale et intellectuelle arrivés après de longues années d'efforts, à posséder une petite bicoque, qu'ils achèvent de payer (ne l'oublions pas !) en exploitant un ou deux locataires. Or, à partir du moment qu'ils exploitent autrui, leur propriété n'est plus le produit de leurs seuls efforts personnels.

Ceci nous montre que la toute p tite propriété est accessible à quelques-uns (mais pas au grand nombre), qui ne réunissent et ne peuvent réunir toutes les conditions nécessaires à l'accès de la propriété.

D'autres encore, ayant plus d'initiative que leurs voisins,

*et parce qu'ils ont quitté le travail proprement dit*, pour se livrer au commerce, sont arrivés à posséder. Pendant la guerre, et à cause d'elle, des gens se sont enrichis dans le commerce, c'est-à-dire dans la spéculation, le vol, le vol légal. Mais, je le répète, on ne peut posséder de cette façon qu'à condition de ne plus travailler, de ne plus produire.

Le petit industriel peut, lui aussi, accéder à la petite propriété en exploitant quelques compagnons et les clients.

Et, de la petite propriété, les individus passent à la moyenne et à la grande, au fur et à mesure qu'eux ou leurs héritiers agrandissent, développent leurs exploitations, leurs vols.

Or, la vérité, c'est que la propriété est, et ne peut-être, que le produit du travail. Mais c'est un mensonge de dire qu'elle est le produit du travail de son possesseur.

Le régime propriétariste permet même à des quantités d'individus, courtiers, maquignons, marlous, banquiers, spéculateurs en tous genres, de râfler, à l'aide d'une simple feuille de papier, d'un télégramme, d'un coup de téléphone, des sommes parfois fabuleuses.

Proudhon a dit : « La propriété c'est le vol ». Mais Proudhon était anarchiste ! Voyons donc l'opinion de Thiers, un des bourgeois français, grand défenseur de la propriété privée :

« Et nous, Français, que ne pourrait-on nous dire sur l'origine des terres que nous possédons? Arrachées par les Romains aux Gaulois, qui, eux-mêmes, étaient forts suspects d'avoir le bien d'autrui, employées plus d'une fois par César à soudoyer les scélérats de Rome, enlevées aux Romains par les Barbares, soumises sous ces derniers, pendant plusieurs siècles, à toutes les iniquités du régime féodal, attribuées aux aînés à l'exclusion des cadets, données, reprises, disputées entre ces seigneurs féodaux qui s'enlevaient par la fraude des biens souvent acquis par la violence, elles allaient enfin, sous une législation plus régulière qu'avaient faite nos rois, devenir une possession quelque peu respectable, quand tout à coup est venue la Révolution française, qui, bouleversant de nouveau personnes et choses, tranchant la tête aux fils de ces seigneurs féodaux, confisquant leurs biens parce qu'ils fuyaient l'échafaud, enlevant au clergé des terres magnifiques, que lui-même avaient soustraites à des mourants assiégés de remords, a donné le tout au premier venu, pour quel prix? Pour un papier tellement avili que ce qui servait à payer une terre n'aurait pas servi à nourrir quelques jours une famille. Y a-t-il après de tels souvenirs, un propriétaire français qui puisse mourir en paix? » (1).

---

(1) *De la Propriété*, par THIERS, pages 110-111.

Et naturellement, Thiers montre dans les pages suivantes que ce qui s'est passé ici s'est également passé ailleurs.

Mais Thiers, voulant quand même défendre la propriété, tire le voile sur ses origines, et la légitime par la prescription.

Morale de cambrioleurs enrichis et assagis, qui ne saurait être la nôtre.

* * *

Maintenant que nous connaissons les origines de la propriété, et comment elle se développe, nous allons examiner ses effets sur l'individu et sur la société.

La « morale » du régime c'est le « chacun pour soi », le « système D ». C'est Guizot, le ministre de Louis-Philippe, qui, s'adressant à ses pairs les bourgeois, leur disait: « Enrichissez-vous, ça durera autant que vous ». C'est l'individualisme. Et comme le travail nourrit à peine son homme, et comme d'autre part il est un demi-esclavage, rien de plus humain, de plus logique (avec le régime), que tous les individus qui le peuvent abandonnent le travail ou en éloignent leurs enfants.

Alors que l'on voit des gens du peuple s'orienter vers des fonctions parasitaires, on ne voit jamais de bourgeois faire de leurs enfants des ouvriers.

Ce n'est donc pas paradoxal de dire que la propriété est la cause du parasitisme, contrairement aux affirmations bourgeoises.

Il est bien entendu que nous entendons le mot *travail* dans le sens productif, utile, agréable, et non dans le simple fait de faire mouvoir son cerveau, ses muscles.

Le travail utile est donc abandonné par des quantités de gens pour des emplois, « trucs et combines » qui assurent une existence plus agréable. Cela ne va pas sans obliger les individus à abandonner aussi toutes espèces de scrupules, de morale, de dignité.

On s'abaisse, on ment, on dupe, on fraude, on vole, on assassine, on trahit, on se prostitue pour de l'argent, pour posséder.

Et cela est si courant, si « banal », si dans les mœurs, que la masse des individus est plutôt stupéfaite quand elle se trouve en présence d'un beau caractère, d'une personne honnête et de belle moralité.

C'est l'individualisme, l'arrivisme par tous les moyens, du haut en bas de l'échelle sociale. On se félicite quand on a roulé, dupé, volé autrui. Et l'Argent « qui n'a pas d'odeur », est souverain ! Les chapeaux se lèvent, les échines se courbent devant celui qui a « réussi ».

Voilà ce qu'est devenu l'individu par le régime de la propriété, du capitalisme.

La société — ou plutôt ce que l'on nomme telle, car au sens vrai du mot, il ne peut y avoir société, association là où il y a heurt, chaos, antagonisme, haine, jalousie, misère et richesse, salariants et salariés, voleurs et volés — la société c'est une forêt de Bondy, où l'homme guette l'homme. Non plus au coin des bois, mais au coin des lois. Non plus avec la matraque, mais à l'aide du code. Car les plus forts et les plus malins, quand ils eurent fait faire la révolution de 93 aux artisans et aux jacques, s'emparèrent des forces de gouvernement : armées, parlements, magistrature, police, et imposèrent, par la force, au peuple trompé, leurs fantaisies, leurs caprices, leurs ambitions.

Ayant volé les biens du clergé et de la noblesse, ils légalisèrent leurs vols par le code Napoléon s'appuyant sur le code romain.

L'armée, qui avait sauvé la révolution contre la coalition des aristocraties étrangères jointes à la nôtre, l'armée fut captée par les bourgeois, les nouveaux seigneurs, qui s'en firent une gendarmerie pour la défense de leurs privilèges contre leur propre victime : le peuple dépouillé.

L'armée, aujourd'hui en France, compte 700 à 800.000 hommes sans compter les ouvriers, les ingénieurs qui fabriquent les engins de mort, les transportent, les manutentionnent.

Elle comporte un budget annuel de 7 milliards. Que l'on ajoute la perte en travail utile de ce million (en chiffre rond) d'hommes en leur accordant une production minimum de 20 francs par jour pendant 300 jours par an, et nous avons une perte de 6 milliards par an !

Ce n'est pas tout. A cette perte il faut joindre celle des autres organes parasitaires nécessités par le régime propriétaire : magistrature, police, gendarmerie, notariat, avoués, avocats, huissiers, hommes d'affaires. Et encore les parasites des parasites : bonnes, domestiques, agents de banque, représentants de commerce et d'industrie, d'assurances, etc., sans omettre une partie des fonctionnaires.

La perte en production utile de tous ces hommes et femmes est incalculable.

Voilà, mis à nu, décamouflé, le régime de la propriété privée et de son armature, l'Etat. Nous savons maintenant ce que devient l'individu sous un pareil régime et ce qu'il faut entendre par société.

Nous savons que ce régime, loin de favoriser le travail — utile ou agréable — favorise et développe le parasitisme dans d'énormes proportions. Le résultat est que les véritables travailleurs sont accablés parce qu'ils ont à vêtir, loger, nourrir et entretenir dans le moyen et le grand luxe des millions d'oisifs et de parasites.

Normalement l'homme doit produire pour assurer ses besoins. En société, avec le machinisme et la division du

travail, les hommes doivent produire pour assurer leurs besoins.

En régime propriétaire les hommes ne s'occupent de leurs besoins réciproques que pour en retirer profits, pour les exploiter.

Exemple : dans une société normale, intelligente et saine on fabriquerait des chaussures, parce que nous en avons besoin pour marcher, et dans la proportion de nos nécessités à tous.

Aujourd'hui rien de tel, un individu ou un groupe font installer une fabrique de chaussures dans *le seul but* d'en retirer le plus de bénéfices pour eux. Ils fabriqueront le plus possible, et à l'occasion mettront du carton en place de cuir pour « gagner » davantage encore.

Qu'arrive-t-il avec un procédé semblable? C'est que, comme ils sont beaucoup dans chaque pays et dans tous les pays à fabriquer de la sorte, sans aucune espèce d'entente, quand à une base de production il se trouve à un moment donné des stocks de marchandises considérables qui ne trouvent plus acquéreurs. Alors on arrête la production, et c'est le chômage pour les ouvrières, les ouvriers, c'est la misère pour eux, leurs enfants et leurs vieux.

Phénomène étrange, douloureux autant que ridicule, et qui à lui seul condamne le régime propriétaire : *la misère parce qu'il y a abondance de produits.* Et nous avons vu, dans des cas pareils, des propriétaires détruire les stocks pour éviter d'écouler à bas prix !

Ce désordre, cette production chaotique et idiote, a d'autres résultats : la concurrence que se font au sein de chaque nation les fabricants d'un même produit, concurrence qui se répercute sur les salaires et sur la qualité et le façonnage des produits. Mais où cette lutte devient grave, c'est quand elle se produit entre fabricants de nations différentes. C'est à qui possèdera les pays où gîtent les matières premières et aura la prépondérance, sinon la possession, sur les pays consommateurs des produits manufacturés.

Alors encore, malheur aux peuples ! C'est la guerre, inévitable, logique, normale avec le régime. C'est la guerre des nations, des groupes de nations, conséquente de la guerre des individus, pour et par la Propriété privée.

15 millions de cadavres, 6 mille milliards de frais, des ruines énormes ! Qu'importe ! souffrez, geignez, crevez, peuples ignorants, crédules et inertes, c'est pour le Droit, la Justice...

Non ; c'est pour l'acier, pour le charbon, pour le pétrole. C'est pour que les Schneider et les Krupp ajoutent des milliards aux milliards déjà amassés dans le vol, le brigandage, dans la misère, dans la boue !

Voilà les causes réelles, profondes des guerres. Voilà démontrée cette vérité, que les groupes capitalistes de toutes nations ont leur part égale dans les responsabilités des guerres, dont le déclenchement n'est qu'une simple question d'art diplomatique. Ce qui, dans toutes les langues veut dire, de ruses et de fourberies.

Norman Angell dans son livre *La Grande Illusion* (écrit avant la grande guerre) fait la preuve de l'erreur qui consiste *pour les nations* à croire aux avantages des guerres victorieuses. Mais si les *nations* victorieuses ou vaincues s'appauvrissent *toujours* de la guerre il n'en est de même de certains individus, ceux que l'on a si justement flagellé de l'épithète : Profiteurs de la Mort.

Ah ! ceux-là, quel que soit le sort des armes, gagnent toujours à la guerre. La nation, la patrie, pour ces requins individualistes et sans scrupules, sont d'excellents moyens, pour assouvir leur soif d'or et d'ambitions. Ils se fichent de la patrie, comme les juifs Lazare-Weiller et Mandel se fichent de la religion quand ils préconisent les relations avec le pape.

Tout sentiment, tout idéalisme, affichés par ces gens et par leurs journaux (car la grande presse est à eux) ne sont que mensonges et duperies. Les preuves abondent, fournies par eux-mêmes.

Comme certains proposaient de faire travailler les usines de guerre au profit de la nation, de la patrie, voici ce que répondit un des journaux les plus autorisés du monde capitaliste, le *Nouvelliste de Lyon* (18 mai 1917) :

**Le patron n'exploitant pas POUR LUI, et n'ayant plus D'INTÉRÊT PERSONNEL, aura certainement moins d'activité et moins de surveillance.**

C'est clair, travailler pour la patrie ! dévouement ! sacrifice ! abnégation ! boniment à l'usage des poires !...

Camarades, conservez ce passage du *Nouvelliste*. Ajoutez-y le camouflage des bénéfices (77 milliards) des Profiteurs et vous serez fixés, et vous en fixerez d'autres sur le patriotisme des grands et moyens propriétaires.

* * *

Nous avons vu comment le régime de la propriété privée entretenait et développait le parasitisme, l'immoralité, la misère et les guerres.

Nous avons vu que si la propriété est le fruit du travail, elle est le fruit usurpé par celui qui ne travaille pas à celui qui peine et produit.

Nous allons maintenant examiner l'idéologie qui sert de manteau « moral » à cette vilaine chose.

De la religion, qui fut amour universel, il ne reste qu'une boutique politique à succursales multiples et dont les gérants sont les diacres du Veau-d'Or.

C'est l'archevêque de Paris, Amette, priant et ordonnant des prières, pour que son dieu donne la victoire à la France, du droit, de la justice, etc.

Ce, pendant que l'archevêque de Cologne, Hartmann, priait et ordonnait des prières pour que son dieu (le même que celui d'Amette) donne la victoire à l'Allemagne du droit, de la justice, etc.

Et je rappelle que parmi les protagonistes du rétablissement des relations avec le Vatican il y a Lazare-Weiller et Mandel, deux fripouilles du Judaïsme.

Crésus a tué Jésus. Le Profiteur est Dieu !...

L'idée de patrie, qui fut belle pendant la révolution française, dont elle est née d'ailleurs, représentait pour nos grands ancêtres, la liberté, l'égalité et la fraternité. La patrie, pour ceux qui venaient de détruire les privilèges et arrogances de la noblesse et du clergé, c'était la grande famille, l'égalité en droits et aussi l'égalité en devoirs.

Pauvres naïfs, pauvres dupes ! Ayant confié le soin de les diriger aux bourgeois, ceux-ci remplacèrent, dans tout ce qu'ils purent, les gens déchus. La propriété privée fut maintenue, et l'idée de patrie déformée et exploitée.

Idée d'amour et de justice, on en fit une idée de haine de «l'étranger». Une soupape merveilleuse servant a détourner les colères du peuple, quand il sentait trop âprement les morsures des iniquités sociales, de la misère. C'était «l'étranger» qui en était cause ! Ce fut tour à tour l'Anglais, l'Autrichien, l'Italien, l'Allemand. Ce fut aussi le « Péril Jaune ».

Et ainsi l'idée de patrie servait admirablement les desseins de ceux dont le but était de jouir du travail des autres. Je dis, était, j'ajoute, est toujours.

Grâce à l'idée de patrie on enrôle les jeunes gens dans les armées en leur faisant croire que c'est un honneur d'être soldat. Et les bourgeois ont ainsi sous la main des centaines de mille esclaves pour les garder contre les légitimes révoltes des autres esclaves mécontents du sort qui leur est fait.

L'esclave, très heureux d'endosser une livrée (voyez la joie, la gaieté des conscrits) de manier des armes qui servent à le maintenir, lui et les siens dans l'esclavage et la misère !...

Reconnaissons que ce tour de force, cet art de rouler le peuple, n'a de comparable que l'infinie bêtise de ce peuple lui-même.

Toutefois, l'évolution aidant, les besoins poignants, le peuple finit quelques fois par devenir dangereux, pour ceux qui le tondent et l'écrasent. Alors, en avant les grands

moyens ; l'opération chirurgicale, la saignée populaire, camouflée par les grands mots : Patrie, Devoir, Droits, Justice, Liberté.

Et quand c'est fini, que les esclaves des différents pays se sont bien assassinés au profit de leurs maîtres à tous, ceux-ci, anciens ou nouveaux, continuent de leur bourrer le crâne avec « l'étranger » croquemitaine, « l'ennemi ». Ce, pendant qu'eux renouent de suite des relations commerciales et financières, directes ou indirectes, avec leurs copains, leurs complices, que, pour les besoins de leur mauvaise cause, ils traitaient la veille de barbares, de sauvages, de gens sans foi ni loi !

On le voit, toute l'idéologie de la bourgeoisie n'a qu'un seul objectif: assurer, défendre, accroître ses privilèges contre les spoliés, les travailleurs. Quant à elle, sceptique, sans scrupule, elle se fiche autant de la patrie, du bon dieu et du pape, que de ses premiers reniements.

Quoi qu'il en soit, un fait reste vrai, incontestable: « Les hommes naissent libres et égaux en droits. » Nous voulons qu'ils le restent durant leur vie, et comme nous savons que ce qui s'oppose à la réalisation de ce principe indiscutable c'est la propriété privée des moyens d'existence de tous, nous sommes logiquement partisans de la mise en commun de tout ce qui sert à la vie de tous.

Ce qu'est le communisme ? Comment nous l'envisageons ? voilà ce que je vais m'efforcer d'établir par la suite.

* * *

89-93 ! Encore que le peuple allait en profiter dans une certaine mesure, ce n'était pas « sa » révolution, son élite n'était rien en comparaison de l'élite bourgeoise, et c'est pourquoi la révolution française fut avant tout la révolution de la bourgeoisie Mais soit par politique, soit par enthousiasme irréfléchi, elle avait lancé des principes, étalé des formules et cela allait germer dans les cerveaux et dans les cœurs du peuple.

Germination lente et progressive malgré toutes les entraves placées en travers de la route de l'émancipation des serfs devenus les salariés.

La bourgeoisie a accompli sa mission historique, qui vient de se couronner par des rivières de sang. Le peuple va commencer la sienne en réalisant son objectif économique : le communisme.

Pour que l'égalité des hommes et des femmes devant les droits à l'existence passe de la théorie dans les faits, il faut que nul ne puisse priver, et n'ait la possibilité de priver autrui de ses moyens d'existence, il faut qu'il n'y ait plus de possesseurs, de propriétaires : que tout soit à tous, que tout soit possédé en commun.

Premier résultat : « tous » les enfants, dès leur naissance, n'étant plus tributaires de la situation, des humeurs et fantaisies de leurs parents, reçoivent tous les soins nécessaires à leur développement normal. Air, lumière, alimentation, literie, vêtement ; tout est donné à profusion, et également à tous.

Tous auront accès dans les écoles primaires, secondaires et supérieures, dans les écoles industrielles, professionnelles, agronomiques. Chacun pouvant librement, selon ses dispositions, ses goûts personnels, choisir la ou les professions lui plaisant ; les usines, chantiers, magasins, bureaux, étant libérés des maîtres, contremaîtres et mouchards, les heures de travail imposées étant très réduites du fait que tous les hommes et femmes valides produiront ; les soucis matériels qui poignent les esprits, aigrissent les caractères, ayant disparu en même temps que la jalousie et la lutte sournoise pour les places. Tout cela, joint à la bonne éducation reçue par tous et toutes, créera une ambiance chaude, vivante, franche, et de bonne camaraderie.

Et lorsque l'âge du repos sera venu, chacun trouvera ce qui lui faut en attendant le grand et éternel repos.

Voilà succinctement brossée l' « Utopie » communiste, l'objectif des précurseurs modernes.

Voilà ce que ne veulent pas les bourgeois.

Cependant, il y a quelque chose de changé. Avant la guerre, il était de mode, chez les gens qui ont édifié leur bien-être sur la misère des producteurs, de traiter les communistes par dessous la jambe. Nous étions des fous qui rêvions d'irréalisables sociétés ! Est-ce que tout n'était pas pour le mieux dans la meilleure des républiques ! Leurs ventres ne faisaient pas de plis. Alors !...

La guerre a passé par là !

Et voilà le vieil Empire des Tsars, vieille citadelle du vieux monde, qui croule, et sur ses ruines s'ébauche la cité future, l'Utopie : le Communisme !

Des canons ! des munitions ! le cordon sanitaire ! le blocus !

Ah, que l'on écrase, que l'on étouffe cette réalisation du communisme qui abolit nos privilèges !

Et ce fut l'infamie dans la sauvagerie. Passons.

Malgré tout, la révolution russe, dans d'énormes douleurs, accomplissait son histoire, suscitant l'admiration des peuples, réveillant les énergies révolutionnaires endormies par la guerre.

La situation financière, économique de tous les pays, aidant, a figé sur les faces blêmes des riches le sourire dédaigneux de naguère pour nos « folies ».

L'idée du communisme a conquis le droit de cité partout.

Mais l'idée veut se matérialiser, se réaliser, alors que le capitalisme use et abuse de la répression.

Il ne discute pas, il ne réfute pas ; la prison, en attendant mieux !

Mais la prison ou le poteau d'exécution ne sont que barrages fragiles quand souffle en tempête le vent révolutionnaire !

Et le comique de la situation c'est que les pilotes actuels du capitalisme français, et qui sont en même temps ses larbins, savent que nous savons, ils l'ont dit, écrit avant ou en même temps que nous.

« Entre le vieux monde qui trébuche dans la boue et dans le sang et le nouveau dont la silhouette s'esquisse déjà à l'horizon, la lutte est engagée ».

Voilà ce qu'écrivait le vieux « camarade » Millerand devenu le président du régime de sang et de boue !

« La bourgeoisie a fait faillite » a dit Clemenceau, et ceci me ramène au communisme.

*
* *

Pendant longtemps, la bourgeoisie tenta de dénigrer les communistes en les traitant de partageux, et la presse à sa dévotion établissait, par des calculs, que si Rotschild, par exemple, partageait sa fortune entre tous les Français, cela ferait une très petite somme pour chacun d'eux. Et elle ajoutait qu'au bout d'un certain temps les prodigues auraient tout dépensé et les économes tout amassé, la situation se retrouverait comme avant.

Ces gens ne se doutaient pas qu'en disant, en écrivant ces choses, ils sapaient sans doute une grotesque caricature du communisme créée par leur imagination, mais ils démolissaient surtout le régime de la propriété privée.

N'est-ce pas aujourd'hui qu'il y a partage ! Partage inégal comme il convient à des mentalités bourgeoises militarisées, hiérarchisées, mais partage tout de même ; les biens sont divisés en parts : les uns, en petit nombre, ont de très grosses parts ; les autres, plus nombreux, ont des parts moyennes ; d'autres, de très petites parts ; et le grand nombre des travailleurs a été oublié dans le partage !

Ce régime est donc basé sur l'injustice, et dire que le partage égal, juste, ne pourrait durer (ce qui est vrai), c'est condamner le partage, donc la propriété.

Mettre en commun tout ce qui est produit par la nature ou par l'effort humain, de façon que cette co-propriété de tous et pour tous assure à chaque être humain la satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et moraux, voilà le maximum de justice sociale, complété par la demande à chaque homme et femme valides d'un minimum de travail utile, proportionné à leurs forces et capacités, minimum basé sur les nécessités et possibilités de chaque époque.

Voilà le principe du communisme, principe inattaquable et inattaqué.

Dans la société actuelle, certaines choses sont propriétés communes, tels les musées, l'eau, les promenades, l'éclairage des rues, les écoles, les canaux, routes, les bibliothèques, etc...

Ce n'est pas toujours merveilleux, mais la faute n'est pas imputable au communisme, elle l'est à ses mauvais gérants : l'Etat, le département ou la commune. Et ceux qui créent, mettent en valeur, entretiennent ces choses, ne sont pas toujours assurés du nécessaire. C'est du communisme partiel dans un mode d'exploitation.

Et pour les œuvres d'art, les chefs-d'œuvre qu'abritent nos musées, comme pour les belles œuvres littéraires qui sont dans nos bibliothèques, nombreux sont les gens du peuple qui ne peuvent en jouir parce que leur éducation artistique et littéraire n'a pu être faite, pas plus que leurs goûts scientifiques n'ont pu être cultivés. Et quelque opinion que l'on ait du travail des bolchevicks, on doit admirer l'immense effort qu'ils ont accompli dans l'œuvre d'éducation et d'instruction intégrales de tous et de toutes.

Car, si mettre en commun est une chose ; autre chose est de faire goûter et sentir à tous et à toutes les joies de l'esprit et du sentiment, et cela le communisme intégral seul peut le faire, après une génération éduquée.

Mais, à chaque époque sa tâche, la plus pressée, la plus à portée de nos désirs et de nos vouloirs immédiats, c'est la prise de possession par les travailleurs manuels et intellectuels de tout ce qui sert à assurer la vie à tous les êtres humains.

Comment s'opérera la transformation sociale qui muera le chaos capitaliste en société communiste ?

Pendant un certain temps, les travailleurs ont cru aux parlements et à leurs lois. Mais l'expérience, les faits leur ont montré l'inanité des voies indirectes du parlementarisme : ils décidèrent alors d'agir eux-mêmes directement, comprenant enfin cette vérité : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

La guerre est venue leur démontrer la vanité du réformisme. Ils ont compris la puérilité des « améliorations » tant que les peuples soumis au régime de la propriété privée et de ses antagonismes, seraient à la merci des catastrophes guerrières.

Le désordre économique, qui s'est traduit par ces invites idiotes et contradictoires : « Produisez et... n'achetez pas », ce qui crée le chômage, donc la misère, en face des stocks de marchandises. Tout cela a fait comprendre aux plus prêtés qu'il n'y avait plus qu'une solution : la révolution sociale par la grève générale expropriatrice.

L'exemple des travailleurs et paysans russes a un effet

salutaire sur leurs camarades des autres pays. L'utopie, le rêve sont partiellement réalisés. Et ce qui est fait est énorme quand on tient compte des difficultés intérieures et extérieures rencontrées par les communistes et de l'état lamentable dans lequel est née la révolution.

Antonelli, dans *La Russie Bolcheviste*, explique par plusieurs raisons la réussite des communistes dans leur coup d'Etat d'octobre 1917, entre autres celle-ci : les bolchevistes avaient un plan : « Ainsi, dès 1904, quatorze ans avant le coup d'Etat d'octobre 1917, le programme bolcheviste était déterminé très nettement dans ses grandes lignes. » (Page 61.)

Je sais bien que le caractère des Français est de ne « pas s'en faire » et de « remettre au lendemain ce qu'ils pourraient faire le jour même », contrairement au vieux proverbe.

Heureusement qu'il existe une minorité qui sait apprécier toute la valeur des préparations, sous réserves tout simplement de l'imprévu.

C'est cette minorité qui doit grossir. Il est très important que dans chaque syndicat, dans chaque usine, section de transport, magasin, bureau, commerce, quartier, des hommes et des femmes s'intéressent, étudient ce qu'ils auraient à faire DE SUITE au lendemain d'une révolution.

S'emparer des usines, les faire fonctionner, s'entendre avec les syndicats similaires pour les matières premières, et, pour la production au point de vue genre et quantité.

Les employés de commerce doivent se tenir au courant des possibilités nouvelles d'organisation et de distribution des besoins de leur région et de ses disponibilités en matières, objets, denrées agricoles.

Transports, éclairage, services publics, et la très importante question des logements. Ceci regarde les délégués de quartiers et les comités des communes.

Rapports avec les cultivateurs pour les échanges et les moyens de les pratiquer.

Ceci, nonobstant tous projets de transformation, d'améliorations à apporter dans tout organisme social, économique et politique.

Voilà ce que, dès aujourd'hui, tous les communistes, tous les syndicalistes, qui n'ont pas la jaunisse, doivent entreprendre, pour qu'au jour des réalisations nous ne nous trouvions pas comme les chefs militaires français à Verdun.

Il est d'autant plus important de dresser un ou des plans sociaux à présent, que, inévitablement, nous devrons passer par une phase de troubles, de tâtonnements ; d'apprentissage. Et aussi de défense. Car il est certain que les profiteurs de la propriété n'accepteront pas avec le sourire leur dépossession, il y aura lutte. Mais l'arme que possède le [illegible] elle est au peuple, parce qu'elle est du peuple.

L'armée est composée dans sa grande partie des fils de prolétaires. Eh bien ! si les travailleurs veulent mettre le plus de chances possible de leur côté pour le grand duel qui s'élabore, il appartient de faire à leurs frères, à leurs enfants, toute l'éducation nécessaire.

Et ici, pour ce travail d'antimilitarisme, d'élévation de conscience de classe, d'éducation de la volonté des jeunes hommes, j'aperçois le grand rôle, le rôle décisif que peut, que doit jouer la femme : mère, sœur, amie, épouse.

Ah ! femmes qui achetez ou laissez acheter à vos enfants des sabres, des fusils de bazars. Mères qui déguisez vos loupiots en soldats, vous ne vous doutez pas que collés à ces échantillons d'outils et de vêtures de meurtres, il y a vos voiles de deuils !

Oui, vous créez des âmes d'assassins à vos petits. Et plus tard, quand ils partiront à la caserne, « soldats pour de vrai », vous pleurerez. Le fusil de bois, le pistolet de fer-blanc seront, eux aussi, transformés en « armes pour de vrai ».

Et quand, vous et vos hommes, vous vous lèverez en masse pour conquérir vos droits à toutes les joies et satisfactions de la vie, vos gars, vos petits gars, viendront, l'œil mauvais, braquer sur vous leurs fusils et leurs mitrailleuses, ces « joujoux » grandis que, dans votre inconscience, vous leur avez vous-mêmes offerts !...

Les capitalistes se défendront contre vous, et ne peuvent se défendre contre vous que grâce à votre complicité aveugle : C'est le peuple « en bleu horizon » qui sera la barrière opposée au peuple en habit de travail pendant que les riches, barricadés dans leurs somptueuses demeures, ricaneront de leur machiavélisme monstrueux !

« Ça leur fait du bien d'être soldats, ça les dresse ! »

Et c'est encore vous, femmes, mères, amantes, qui proférez ces paroles dont votre ignorance vous empêche d'en sentir tout l'odieux, tout l'ignoble !

Oui, « ça les dresse ! ça les dresse contre vous, contre eux-mêmes ! Ça les dresse comme des chiens de garde pour la défense des privilèges acquis dans votre misère, dans votre déchéance physique, morale, intellectuelle ! »

Pauvres gens !...

Je n'insiste pas, persuadé que toutes les femmes ouvrières qui ne sont pas des brutes, des mégères, auront compris, et que, désormais, elles briseront tous les hochets qui servent à garantir leur servage, et qu'elles seront toujours avec nous pour combattre le militarisme sous toutes ses formes, cette dernière forteresse camouflée du brigandage capitaliste.

L'armée est du peuple dans sa grosse partie, elle lui appartiendra quand chacun et chacune auront fait de leurs enfants

des êtres conscients, sachant ce qu'ils doivent combattre et ce qu'ils doivent défendre.

Alors quand la grève générale, pour des buts de transformations sociales, éclatera, le capitalisme qui n'a aucune force en lui-même, ni aucune valeur sociale, s'écroulera. Ce ne sera pas les « gardes civiques » et les quelques troupes hésitantes qui pourront le sauver contre tout le prolétariat, possesseur enfin des moyens de travail et de transports.

Mais les paysans ?

Voilà un côté du problème qui sollicite toute l'attention des travailleurs des villes. Des camarades, des sociologues ont écrit qu' « il n'y a pas de révolution sans les paysans ». Ce n'est pas absolument exact ; je dirai : il n'y a pas de révolution si l'on a contre soi les paysans.

Le campagnard détient la nourriture et la nourriture sert le premier des besoins. La campagne peut pendant un certain temps se passer de la ville ; la ville ne peut pas se passer trois jours de la campagne.

Les capitalistes savent cela aussi bien que nous, et en vertu de l'adage « diviser pour régner », ils s'efforceront d'opposer le paysan à l'ouvrier.

C'est ce qu'ils ont fait en 1919 par la voix de Clemenceau dans son discours de Strasbourg, par les affiches et cartes illustrées du « Comité des intérêts économiques », image représentant un paysan disant à un ouvrier : « Et si je ne faisais que huit heures que mangerais-tu ? » Par la « vague de paresse », etc., crapulerie, mensonge ! Oui l'évidence douloureuse d'aujourd'hui le démontre. Mais le but était atteint ; le paysan *croyait* que la vie chère provenait de la *paresse* des ouvriers.

En même temps, les agents du gouvernement, donc des capitalistes, les fonctionnaires d'inutilité publique semaient chez les ouvriers la haine du paysan : « Le paysan s'enrichit, il t'empile avec son beurre, ses œufs, etc. On emmancha même, ici à Epinal, une manifestation au marché sous l'égide de la Préfecture (!) qui envenima les rapports entre ouvriers et paysans.

Et, ce qui prouve ma thèse, c'est que la Préfecture n'invita pas les ouvriers à aller dans les grands magasins pour y « régulariser » les prix.

Et il n'y eut pas un ouvrier pour répondre à l'agent du coffre-fort : « Si les œufs sont chers les préfets le sont encore bien plus, surtout pour ce qu'ils servent ! »

Eh bien tout cela doit servir de leçon aux ouvriers. La révolution qui vient doit surtout avoir pour but la suppression de l'exploitation des hommes entre eux et du parasitisme. Ouvriers et paysans sont les deux classes de producteurs utiles, nécessaires, se complétant l'une par l'autre. Elles ne peuvent avoir qu'un ennemi commun : celui qui ne produit pas.

La différence qu'il y a entre paysans et ouvriers c'est que dans nos contrées la plupart des paysans sont possesseurs de leurs instruments de travail, tandis que l'ouvrier en est dépossédé par le patronat. Mais pour dissiper toute équivoque je dis aux ouvriers : si, comme à l'époque du petit artisanat, vous étiez possesseurs de vos instruments de travail, vous vendriez vos produits ce que vous pourriez les vendre car cela est humain, naturel.

Et je dis également aux paysans : si vous étiez sous la coupe du patronat arrogant, exploiteur, vous chercheriez comme l'ouvrier, à lui donner le moins de votre vie, de votre liberté.

Les paysans ne seront pas contre nous, si nous savons aller à eux, en amis, en frères de production, qui ne peuvent pas se passer l'un de l'autre.

Les paysans ne bouderont pas la révolution communiste si les ouvriers les laissent libres dans leur régime de petite propriété.

L'évolution économique s'accomplira normalement à la campagne sous l'influence des besoins, des nécessités et aidée par les moyens scientifiques.

Ce qui importe pour aujourd'hui et pour la période trouble de la révolution c'est que le paysan soit assuré de conserver *sa* propriété. Et nous entendons par *sa* propriété la quantité de logement et de terre qui lui sont nécessaire et qu'il peut cultiver lui et sa famille.

Quant aux moyens d'échange entre la campagne et la ville, même si la valeur monétaire n'était pas complètement abolie on peut les envisager avec tranquillité car si les paysans voulaient spéculer sur la vente de leurs produits ils ne pourraient le faire, parce que nous pourrions leur appliquer la réciprocité ; et quels que soient les prix maintenir un juste équilibre.

Comme la petite propriété ne peut donner qu'un rendement médiocre par suite de ses moyens rudimentaires, Et comme il nous faut envisager certaines éventualités dans le genre de celles qui ont bloqué la Russie soviétique, il est nécessaire d'élaborer dès mainteant un plan de culture industrialisée à réaliser dans les environs des villes.

Le communisme faisant une obligation à tous les hommes et à toutes les femmes valides de produire utilement, il y aura quantité de main-d'œuvre dont une partie pourra être employée à la dite culture, entr'autre celle provenant des parasites dont l'emploi aura été supprimé. Ce monde travaillerait sous la direction et les lumières des ingénieurs agronomes.

Creuser, dans de bonnes conditions de vie, des tranchées pour la vie, ne sera en rien comparable au creusement des tranchées de la mort?

L'équilibre des droits et des devoirs étant établi pour tous et toutes il restera à établir la répartition des denrées, objets, et des cartes ou tickets donnant droit aux voyages, aux spectacles, etc. Quelle en sera la base? Voici deux propositions, l'une est des guesdistes et voudrait que « chacun reçoive selon son travail ».

L'autre est des anarchistes et accorde « à chacun suivant ses besoins et demande à chacun selon ses forces et capacités. »

La proposition guesdiste nous paraît injuste et anormale du fait que les individus sont inégaux cérébralement et musculairement. Il ne faut pas que les faibles ne puissent complètement satisfaire leurs besoins, ce pendant que les forts recevraient plus qui ne leur serait nécessaire. Ce qui serait absurde et, sous une autre forme, ressemblerait à ce que nous nous promettons de détruire.

Demander à chacun selon ses forces et capacités est juste, humain, naturel. Accorder à chacun suivant ses besoins, c'est également la logique, la raison même.

A la table familiale, chacun mange en raison de son appétit, nonobstant son degré de forces musculaires et son intelligence.

Dans la grande famille communiste, il doit en être de même. D'ailleurs, quand le communisme sera intégralement réalisé, que l'abondance en tout existera, que l'individu sera pourvu du nécessaire, du confort et de l'agréable, ne serait-il pas légèrement fou celui qui voudrait plus que ce qu'il ne pourrait consommer.

Une autre raison, s'il en était besoin, en faveur de la thèse anarchiste, c'est l'impossibilité de juger et de jauger la valeur réelle et juste de l'effort personnel.

Qui jugera, jaugera? avec quels moyens? Problèmes insolubles, étant donné la complexité de la nature humaine et l'arbitraire de ses jugements.

Il en va d'ailleurs de l'harmonie sociale, donc de l'intérêt de l'individu, que tous puissent se satisfaire, autrement c'est le désordre, la maladie, la révolte, les caractères aigris, le crime.

Mais soyons certains que du jour où le régime communiste aura aboli la monnaie, la valeur représentative (ou soi-disant telle). Quand l'homme se trouvera en face des denrées, marchandises, objets; ces seules valeurs réelles, utilitaires et qu'il saura que toujours, jusque sa mort, elles seront à sa disposition en proportion de ses besoins, soyons certains, dis-je, qu'il ne pourrait lui venir à l'idée de prendre en plus de ce qui lui sera nécessaire.

Au lendemain de la révolution, et comme celle-ci sera déterminée par la misère, il y aura nécessité de procéder au rationnement des choses peu abondantes. Le principal

est d'opérer dans le plus large esprit d'équité, de raison, de justice.

Plus tard, quand l'abondance règnera, la prise au tas sera le mode rationnel, naturel, en même temps que le plus simple à établir.

Les officines de répartitions, les coopératives, devenues propriétés communes, auront pour mission de s'occuper des besoins à satisfaire; dans leur région pour le magasin de gros, dans leur localité ou quartiers pour les magasins de détail.

Et c'est sur l'indication des magasins de gros que pourra se régler l'industrie pour la production normale, ordonnée et suffisante.

Les transports se règleront automatiquement d'après les besoins.

Un bureau central pour chaque pays, relié à un bureau international pour le monde entier, appareils enregistreurs et communicatifs pour les besoins à satisfaire et les possibilités et moyens de le faire.

Voilà l'armature du communisme.

---

Je ne puis, dans ces courtes notes, élaborer tout ce que le communisme peut apporter de changements et d'améliorations dans la vie des hommes.

On ne trace pas la route à la vie.

J'ai simplement voulu donner un aperçu de ce que pourrait être *de suite*, au lendemain d'une révolution, un système communiste, et comment nous en comprenons l'armature.

Les communes, départements, régions, s'administreront par des comités formés de délégués des corporations manuelles et intellectuelles. Ces délégués le seront pour un temps relativement court et auront des buts précis. Travaillant dans une société où les antagonismes d'intérêt auront disparu, leurs tâches seront simples et faciles.

Et nous voilà arrivés au point qui anime actuellement les communistes des diverses écoles. Dictature ou liberté? Centralisme ou fédéralisme?

Ici, nous sommes tous d'accord pour éliminer les politiciens qui n'ont d'autre but que de se servir des travailleurs pour exploiter leurs mouvements, pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Nous devons être également l'accord pour bannir ceux d'entre nous qui, sans être des politiciens de « métier »,

n'en sont pas moins imbus de l'esprit politique : les roublards.

Nous voilà donc entre camarades sincères, marchant vers un même but : l'émancipation des travailleurs, leur bonheur par la mise en commun de tout ce qui sert à la vie en société.

Que disent les uns ? Que le prolétariat, dans son ensemble, n'est pas encore arrivé au point qui lui permettra de gérer ses propres affaires. Et qu'en conséquence, il est nécessaire qu'un parti, le parti communiste, groupant des gens de toutes conditions, dirige et gouverne le monde des travailleurs, en attendant que ceux-ci soient à même de se diriger eux-mêmes.

Il est possible, répondent les autres, que le peuple, ayant toujours été mis en tutelle par ceux qui avaient intérêt à le faire, éprouve certaines difficultés au début de sa gestion. Mais, n'est-ce pas en forgeant que l'on devient forgeron ? Et sous prétexte que l'apprenti peut se faire du mal, se blesser avec les outils, ne va-t-on pas lui en mettre entre les mains ?

Voilà le dilemme, voilà la question.

Les deux thèses établissent que le communisme doit passer par une première phase de difficultés. Il s'agit de savoir lequel des deux systèmes proposés offre le minimum d'inconvénients, étant donné le but à atteindre : Bien-être et liberté.

Dans les localités où le syndicalisme est assez développé, j'estime qu'il faut qu'il suffise à la besogne. Il faut que se réalise la proposition de K. Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Or, pas d'émancipation sans exercice, sans pratique de la liberté dans l'administration.

Et là où il n'y a pas de syndicat, il faudra que l'Union départementale, la Fédération de métier, viennent en aide aux travailleurs pour les mettre sur la voie de l'affranchissement.

Actuellement, il règne un confusionnisme qui peut porter un coup dangereux à la classe ouvrière organisée, qui a besoin d'être solide pour renverser le régime capitaliste, et l'empêcher de renaître.

Des partis politiques, des syndicalistes mêlés aux partis politiques, discutent et se disputent sur l'organisation de la politique du régime communiste.

Y aura-t-il dictature ? Quels seront les dictateurs ?

Et les noms de Lénine, de Blum, de Cachin, de Thomas sont lancés dans les débats !

On regarde la Russie, ce qui est bien, à condition de tenir compte des conditions de lieux, d'époques historiques, d'évolution, de moyens, etc.

Prenons de la révolution russe ce qu'elle a de bon et qui est applicable ici.

La dictature, « ce mal inévitable » en Russie, peut-elle être évitée dans les pays plus évolués ?

On ne peut raisonnablement répondre à la question. Mais étant donné qu'il est admis par tous que la dictature est un mal, il est du devoir de tous de s'attacher à ce que 1° elle soit limitée à son objectif : empêchement du retour du capitalisme sous quelques formes que ce soit ; 2° qu'elle soit entourée des critiques et conseils nécessaires pour éviter le despotisme, et 3° qu'elle disparaisse, une fois le régime communiste bien assis.

Le fédéralisme, à l'opposé du centralisme, en laissant la liberté et la souplesse d'action à chaque organisme, nous semble être l'institution la mieux conforme pour atteindre ce but : bien-être et liberté maxima pour chaque individu.

Alors, les hommes, après être nés libres et égaux en droits, le resteront jusqu'à leur mort.

*Décembre 1920.*

# LA PLANCHETTE A LIVRES

**Afin d'éviter les retards dans les envois, adresser directement au 96, quai Jemmapes, les commandes de livres et brochures.**

*Chèque postal à VIE OUVRIÈRE, Paris* N° **231.46.**
(*Indiquer pour Service de Librairie*).

## DOCUMENTATION ET PHILOSOPHIE SOCIALES

| | | |
|---|---|---|
| KROPOTKINE. — | Autour d'une Vie. . . . . | 10 » |
| — | Champs, Usines et Ateliers . . | 5 75 |
| — | La Science Moderne et l'Anarchie | 5 75 |
| — | La Conquête du Pain. . . . . | 5 75 |
| — | Paroles d'un révolté. . . . . | 6 » |
| J. GUILLAUME. — | L'Internationale (4 volumes). . | 28 70 |
| VANDERVELDE. — | Le Collectivisme et l'Evolution industrielle . . . . . | 6 » |
| SOMBART. — | Le Mouvement Social au XIXe Siècle. | 4 » |
| PROUDHON. — | Idée Générale de la Révolution . | 3 50 |
| BAKOUNINE. — | Œuvres (tome V : articles de l'*Egalité*) . . . . . | 5 75 |
| PELLOUTIER. — | Histoire des Bourses du Travail. | 7 » |
| — | La Vie Ouvrière. . . . . | 7 50 |
| DE ROUSIERS. — | Les Syndicats industriels de Producteurs. . . . . | 5 75 |
| DELAISI. — | La Démocratie et les Financiers . . | 3 75 |
| — | Le Pétrole. . . . . | 5 » |
| L. BLUM. — | Les Congrès ouvriers et socialistes. | 2 » |
| Paul LOUIS. — | Histoire du Mouvement syndical en France . . . . . | 8 40 |
| — | La Crise du Socialisme mondial (de la 2e à la 3e Internationale.) | 8 » |
| KRITSKY. — | L'Evolution du Syndicalisme Français | 8 » |
| GRIFFUELHES. — | Voyage révolutionnaire . . . | 1 » |
| POUGET. — | La Confédération du Travail. . . | 1 » |
| — | Le Sabotage. . . . . | 1 » |
| — | L'Organisation du Surmenage . . . | 1 » |
| G. WEILL. — | Histoire du Mouvement Social en France (1852-1910) . . . . . | 14 » |
| PATAUD et POUGET. — | Comment nous ferons la Révolution . . . . . | 2 50 |
| A. HAMON. — | Le Mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. . . . . | 1 50 |
| — | Le Socialisme et le Congrès de Londres . . . . . | 5 75 |

| | |
|---|---|
| Domela Nieuwenhuis. — Le Socialisme en danger | 5 75 |
| Eltzbacher. — L'Anarchisme. . . . . | 7 » |
| Marx. — Le Capital (Abrégé de Deville). . . . | 6 » |
| E. Reclus. — Evolution, Révolution et l'Idéal anarchique . . . . . | 5 75 |
| Sydney Webb. — Histoire du Trade-Unionisme. | 20 » |
| Maxime Leroy. — La Coutume ouvrière. . . . | 36 » |
| E. Berth. — Dialogues socialistes. . . . . | 5 25 |
| P. Lavroff. — Lettres historiques. . . . . | 4 90 |
| L. et M. Bonneff. — La Vie tragique des travailleurs . . . . . | 5 25 |
| — La Classe ouvrière. . . . | 4 75 |
| Sorel. — Matériaux pour une théorie du prolétariat . . . . . | 9 » |
| — Réflexions sur la violence. . . . . | 8 » |
| — Les Illusions du Progrès. . . . . | 9 » |
| Scgwitzguebel. — Quelques écrits. . . . . | 2 » |
| Roger Francq. — Le Travail au pouvoir . . . | 6 » |
| Edgard Milhaud. — Les Fermiers généraux du Rail | 10 » |
| P. Hamp. — Les Chercheurs d'Or . . . . . | 7 » |
| — Le Rail. . . . . | 10 » |
| Rappoport. — La Révolution Mondiale . . . . | 4 50 |
| S. Faure. — La Douleur Universelle . . . . . | 7 50 |
| — Mon Communisme. . . . . | 7 » |
| Marcel Tardy. — Le Problème de la Socialisation en Allemagne . . . . . | 5 » |
| F. Challaye. — Chine et Japon politiques. . . | 9 » |
| Jean Gaumont. — Histoire de la Coopération. . | 4 50 |

## OUVRAGES SUR LA COMMUNE

| | |
|---|---|
| Bourgin. — La Commune . . . . . | 2 » |
| Descaves. — La Colonne. . . . . | 7 » |
| — Philémon, vieux de la vieille. . . | 7 » |
| Margueritte. — La Commune . . . . . | 8 » |
| Louise Michel. — La Commune. . . . . | 6 75 |
| Vuillaume. — Mes Cahiers Rouges. . . . . | 7 » |
| ***.— La Commune de Paris, préface de Zinoview. | 5 » |
| Trotsky. — La Commune de Paris et la Russie des Soviets. . . . . | 0 60 |
| ***. — Eugène Varlin. . . . . | 0 75 |
| Geffroy. — L'Apprentie. . . . . | 5 75 |

## PROBLÈME DE LA GUERRE

| | |
|---|---|
| J. Maynard-Keynes. — Conséquences économiques de la Paix . . . . . | 7 50 |
| Norman Angell. — Le Chaos Européen. . . . | 4 » |
| — La Grande Illusion . . . . | 5 75 |
| Kautsky. — Comment s'est déclanché la guerre mondiale. . . . . | 10 » |
| Dupin. — La Guerre Infernale. . . . . | 5 » |

ERMENONVILLE. — Considérations sur les responsabilités de la Guerre. . . 4 50
— Le Collier de Bellone . . . . 7 »
GOUTTENOIRE DE TOURY. — Poincaré a-t-il voulu la guerre ? . . . . . 4 50
J. CAILLAUX. — Mes prisons. . . . . 8 »
— Agadir . . . . . 6 75
MALVY. — Mon Crime. . . . . 7 50
G. BOURDON. — L'Enigme allemande. . . . . 6 »
Abel FERRY. — La Guerre vue d'en bas et d'en haut . . . . . 6 75
L. LE FOYER. — La Défense des persécutés. . . 4 50
LICHTENBERGER. — L'Impérialisme allemand. . 5 75
Paul LOUIS. — Le Bouleversement mondial. . . 5 75
V. MARGUERITTE. — Au bord du gouffre. . . . 7 »
MORIZET. — Le Plan 17 . . . . . 4 »
PERCIN. — Lille. . . . . 5 75
— 1914. . . . . 6 75
— Le massacre de notre infanterie . . 6 75
Général SARRAIL. — Mon commandement en Orient. . . . . 7 75
M. MORHARDT. — Les Origines de la Guerre . . 2 50
Paul MEUNIER. — Clemenceau et Rosemberg . . 4 50
Alfred PEVET. — Les Responsabilités de la guerre. 15 »
Max MONTGELAS. — Sur la Question des Responsabilités . . . . . 1 25

## LA RÉVOLUTION RUSSE

RANSOME. — Six semaines en Russie. . . . . 4 »
G. LANSBURY. — Ce que j'ai vu en Russie . . . 4 50
KERTJENZEV. — Les Alliés et la Russie. . . . . 3 »
TROTSKY. — L'Avènement du Bolchevisme. . . 4 »
LÉNINE. — La Maladie infantile du Communisme. 4 »
— La Révolution prolétarienne . . . . 4 »
— L'Etat et la Révolution . . . . . 4 »
TROTZKY. — Terrorisme et Communisme . . . 7 »
OSSIP-LOURIÉ. — La Révolution russe. . . . . 3 »
P. PASCAL. — En Russie Rouge. . . . . 2 »
B. RUSSELL. — Pratique et Théorie du Bolchevisme 7 »
Raoul LABRY. — Une législation communiste. . 25 »

## VOYAGES EN RUSSIE ROUGE

L'Album de 60 vues de Russie. . . . . 4 »

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

*Imprimerie Ouvrière de la Région de l'Est*
*2, rue Drouin, NANCY*

LIRE TOUS LES VENDREDIS

# LA VIE OUVRIÈRE

HEBDOMADAIRE SYNDICALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE

## Principaux Collaborateurs

P. MONATTE.
G. MONMOUSSEAU.
L. MIDOL.
P. SEMARD.
L. BOUET.
Marie GUILLOT.
V. GODONNÈCHE.
F. BELLUGUE.
F. CHARBIT.
H. LAURIDAN.
A. HERCLET.

A. ROSMER.
M. MARTINET.
G. TOURETTE.
J. MESNIL.
F. DESPRÉS.
ERMENONVILLE.
M. HASFELD.
J. RAVEAU.
G. AIRELLE.
M. KRASNINE.
etc.. etc.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

| France | | Extérieur | |
|---|---|---|---|
| Six mois. ... ... ... | 5 fr. | Six mois. ... ... ... | 8 fr. |
| Un an ... ... ... ... | 10 » | Un an ... ... ... ... | 15 » |

**Le Numéro : 20 Cent.**

Administration et Rédaction : 144, Rue Pelleport, Paris-XX^e